

**PREFECTURE DU VAL D'OISE****REPUBLIQUE FRANCAISE****DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA REGLEMENTATION**

Bureau de l'Environnement

1er Bureau

Installations classées.

Ic. 9909

Le Préfet  
Commissaire de la République  
du Département du Val d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;
- VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée ;
- VU la demande présentée le 3 Mars 1978 par la Société "ATELIERS REGIONAUX CHAUSSON" (A.T.R.E.C.) siège social 13 Rue Henri Barbusse 92 - GENNEVILLIERS, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter à 95310-SAINT-OUEN-L'AUMONE - Z.I. du Vert Galant, Rue des Oziers, les installations classées soumises à autorisation précisées ci-après :
  - Atelier de tôlerie - chaudronnerie par choc  
N° 119- 1° -
  - Etamage des métaux par immersion dans un bain de métal fondu (étain, plomb)  
N° 289 - 1° -
  - Traitements chimiques des métaux par les acides  
N° 288 - 1° -
- VU les plans, étude d'impact et renseignements produits à l'appui de la demande ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 Janvier 1979 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois sur la demande susvisée ;
- VU le certificat de publication et d'affichage établi le 19 Mars 1979 par le Maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE ;
- VU le registre d'enquête ouvert dans la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE du 19 Février au 20 Mars 1979 ;

.../...

- VU l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 20 Avril 1979 ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-OUEN-L'AUMONE en date du 8 Mars 1979 ;
- VU l'avis de Mr. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre (5.10.1978) ;
- VU l'avis de Mr. le Directeur Général de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de CERGY-PONTOISE (5.10.1978) ;
- VU l'avis de Mr. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours (14.10.1978) ;
- VU l'avis de Mr. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (19.10.1978) ;
- VU l'avis de Mr. le Directeur départemental de l'Agriculture (27.11.1978) ;
- VU l'avis de Mr. le Sous-Préfet de PONTOISE (21.5.1979) ;
- VU le rapport du 23 février 1982 de Mr. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie d'Ile-de-France ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 10 Août et 12 Novembre 1979, 11 Février, 14 Mai, 14 Août et 13 Novembre 1980, 12 février, 14 Mai, 13 Août, 17 Novembre 1981, 12 Février, 12 Mai et 6 Août 1982 fixant des prolongations de délai pour permettre de statuer sur la demande susvisée ;
- VU l'avis favorable formulé par le Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 12 Mai 1982 ;
- VU la requête formulée le 14 septembre 1982 par la Société "Ateliers Régionaux Chausson" suite à la communication du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation qui lui a été faite le 1er septembre 1982 en application de l'article 11 du Décret du 21.9.1977 précité, tendant à obtenir un assouplissement des prescriptions qui lui seront imposées en ce qui concerne la qualité de l'effluent liquide et le stockage temporaire de déchets ;
- VU le rapport de Mr. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie en date du 14 Octobre 1982 ;
- SUR la proposition de Mme le Secrétaire Général du Val d'Oise ;

A R R E T E

---

- ARTICLE 1er - La Société "ATELIERS REGIONAUX CHAUSSON" A.T.R.E.C. ci-dessus qualifiée, est autorisée, sous réserve des droits des tiers, à exploiter sur le territoire de la commune de 95310-SAINT-OUEN-L'AUMONE, Zone Industrielle du Vert Galant, Rue des Oziers, les installations classées ci-après :
- Galvanisation, étamage, plombage des métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion dans un bain de métal fondu  
N° 289- 1° = A
  - Traitement des métaux par les acides (volume des cuves : 0,5m3)  
N° 288-2° = D

- Travail mécanique des métaux et alliages par tous procédés de formage (nombre d'ouvriers : 20)  
N° 281 - 2° = D
- Application à froid de peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, par pulvérisation  
N° 405-B-1°-b = D

- ARTICLE 2 - Cette autorisation est accordée sous les conditions suivantes :

#### I - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

##### I.1 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations devra, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

##### I.2. Réglementation de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'instruction de Mr. le Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté du 20 Juin 1975 de Mr. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;

- l'instruction N° 3055 du 21 Juin 1976 de Mr. le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) relative au bruit des installations relevant de la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976

- l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

##### I.3. Réglementation des activités soumises à déclaration

Les activités relevant du régime de la déclaration sont soumises sans préjudice des dispositions du présent arrêté, aux prescriptions types relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées.

.../...

I.4. Installations exploitées ne relevant pas de la nomenclature des installations classées ou non classables.

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, et qui, bien que non classables ou ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

I.5. Délais de mise en conformité

Le délai de mise en conformité de l'installation mentionnée ci-dessous, avec les prescriptions techniques correspondantes, est le suivant :

- deux mois pour la mise en rétention des stockages de peintures et d'acide ; les matériaux utilisés devront résister à l'action des produits entreposés.

Ce délai court à la date de la notification du présent arrêté.

La mise en place d'une cuve de récupération des effluents provenant de l'atelier dit "atelier soudure" dans la fosse de 16 m<sup>3</sup> utilisée comme simple fosse de récupération pourra être demandée à l'exploitant.

Le délai de mise en conformité de toute autre installation non conforme aux dispositions du présent arrêté sera déterminé en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

I.6. Accident - Incident.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976.

II - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

II.1. Principes généraux

Sont interdits : tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoûts directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

.../...

Sont interdits les déversements de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation humaine, et de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.

Les caractéristiques des eaux rejetées devront permettre au milieu récepteur (eaux superficielles et eaux souterraines) de satisfaire les objectifs de qualité qui leur sont assignés.

Tout rejet direct dans un milieu naturel, d'eaux résiduaires non traitées doit être physiquement impossible.

On recherchera par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement (eaux de refroidissement, eaux de procédés, etc...)

## II.2 Milieu récepteur.

L'effluent industriel constitué de l'eau des bacs d'essais d'étanchéité et de l'eau des vidanges de ces bacs si la qualité de cette eau est conforme aux prescriptions du paragraphe II.3 sera rejeté dans le réseau d'assainissement "eaux usées" de la zone industrielle de SAINT-OUEN-L'AUMONE.

Les effluents chargés seront collectés en vue de leur élimination en centre de traitement agréé ou en vue d'un traitement spécifique "in situ" (eaux de nettoyage du sol de "l'atelier soudure" éventuellement de vidange de bacs d'essais d'étanchéité, de rinçages éventuels).

## II.3 Qualité de l'effluent

L'effluent rejeté devra avoir au minimum les caractéristiques suivantes:

- température inférieure à 30°C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- absence de coloration provoquée dans le milieu récepteur
- absence de tous débris solides.

.../...

(	:	:	)
(Matières en suspension : M E S	: ≤ 500 mg/l	: Norme NFT 90.105	)
(	:	:	)
(Demande biochimique en oxygène	: ≤ 500 mg/l	: Norme NFT 90.103	)
(D B O 5	:	:	)
(	:	:	)
(Demande chimique en oxygène:DCO	: ≤ 1.000 mg/l	: Norme NFT 90.101	)
(	:	:	)
(Fluorures	: < 15 mg/l	:	)
(	:	:	)
(Hydrocarbures	: < 20 mg/l	: Norme NFT 90.203	)
(	:	:	)
(Phénols	: < 0,5 mg/l	: Norme NFT 90.109	)
(	:	:	)
(Plomb	: < 1 mg/l	:	)
(	:	:	)
(Cadmium	: < 3 mg/l	: Norme NFT 90.112	)
(	:	:	)
(Total des métaux (zinc + plomb +	: < 15 mg/l	:	)
(cuivre + fer + étain + Cadmium..)	:	:	)
(	:	:	)

#### II.4. Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux. Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Notamment, les matériaux utilisés pour la construction des appareils susceptibles de contenir des effluents liquides seront résistants à l'action de ces effluents et le sol des endroits où sont stockés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution, devra être étanche et aménagé de façon à former une cuvette de rétention ou de façon à diriger les écoulements vers une cuvette de rétention (stockage d'acide et de peinture).

Le lavage de l'appareillage, ainsi que du sol des ateliers ne devra être effectué qu'après collecte ou élimination des produits chimiques concentrés présents. Les produits ainsi collectés devront être soit recyclés en fabrication, soit éliminés conformément aux dispositions du paragraphe V. Dans tous les cas leur rejets à l'égout est interdit.

#### II.5. Règles d'exploitation.

L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

.../...

Tous les effluents liquides de l'établissement susceptibles de contenir des hydrocarbures devront traverser un dispositif de décantation deshuilage, efficace et maintenu tel, avant rejet à l'extérieur.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des ateliers et des installations seront collectées dans l'établissement et acheminées vers les installations de traitement ou de récupération.

#### II.6. Dispositif de rejet

Les ouvrages d'évacuation des eaux devront être en nombre aussi limité que possible et comporter un dispositif aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Le dispositif de rejet doit être aisément accessible <sup>aux</sup> agents chargés du contrôle des déversements. Il sera en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

#### II.7. Réseau de collecte

Le réseau de collecte des eaux usées devra être du type séparatif permettant d'isoler les eaux de refroidissement des eaux résiduelles polluées. Les eaux de refroidissement rejetées seront d'une qualité au moins aussi bonne que lors de leur prélèvement ; leur température ne dépassera pas 30° C.

Les eaux vannes et les eaux usées des lavabos seront collectées et traitées selon la législation en vigueur.

#### II.8 Contrôle des rejets

L'exploitant est tenu de faire procéder, par un organisme agréé ou de procéder à des analyses mensuelles de la qualité et du débit de ses effluents. Ces analyses porteront sur les paramètres suivants :

- pH ;
- matières en suspension (MES) ;
- demande chimique en oxygène (DCO) ;
- total des métaux (zinc, plomb, cuivre, fer, cadmium, étain.)

Les résultats de ces mesures seront portés à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées tous les trimestres. Ils seront présentés sous la forme de tableaux et graphiques.

En cas de vidange des bacs d'essais d'étanchéité, l'exploitant est tenu de procéder à une analyse de l'eau, portant sur les métaux (zinc, plomb, cuivre, fer, étain). Le rejet pourra être effectué (cf. Paragraphe II.2) si l'effluent est conforme aux prescriptions du paragraphe II.3.

La fréquence des contrôles pourra être modifiée sur simple demande de l'Inspecteur des Installations classées.

### III-PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

#### III.1. Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

Les vapeurs captées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs seront épurées. Les autres vapeurs seront évacuées par des ouvertures placées à la partie supérieure des ateliers.

#### III.2 Règles d'aménagement

Les caractéristiques de construction et d'équipement des installations de combustion doivent permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à ne pas engendrer de gêne dans les zones accessibles à la population.

La forme du conduit de fumée, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère.

#### III.3. Dépoussiérage

Tous les postes où sont pratiqués des opérations génératrices de poussières seront munis d'un dispositif de captation relié à un dispositif de dépoussiérage d'un rendement satisfaisant.

#### III.4 Règles d'exploitation

Les installations de combustion et les générateurs visés par les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 10 Juin 1975 devront être équipés d'appareils de réglage des feux et de contrôle conformes aux dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté susvisé et agréés suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 Avril 1977.

#### Installation de combustion :

Les visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique prévus par l'arrêté du 5 Juillet 1977 seront effectués en temps utile.

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien des installations de combustion seront portés sur le livret de chaufferie prévu par l'arrêté interministériel du 20 Juin 1975 (article 24 et 25).

.../...



L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage ou l'environnement ; cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion, et le cas échéant sur les appareils de filtration ou d'épuration.

Les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation ; la conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

#### Poussières :

L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisante et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

#### Combustion de déchets :

La combustion notamment à l'air libre de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

#### Emanations diverses :

Les buées et autres émanations nuisibles ou malodorantes devront être captées, absorbées ou détruites.

Le rejet dans l'atmosphère ne pourra se faire qu'après traitement par des cheminées s'élevant à au moins 2 mètres au-dessus des cheminées voisines dans un rayon de 50 m.

Les émissions de gaz, poussières, fumées provenant d'installations quelconques et n'ayant pas subi de traitement spécifique seront maintenues dans des limites telles qu'elles ne puissent incommoder le voisinage ni nuire à la santé ou à la sécurité publique, au cheptel, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

L'aération des ateliers et des dépôts sera faite de manière que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

#### III.5 Mesures et contrôles des émissions

Des mesures périodiques ou occasionnelles pourront être prescrites par l'Inspecteur des Installations Classées, tant à l'émission que dans l'environnement de l'établissement. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

#### IV-PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

##### IV.1 - Principes généraux

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le fonctionnement des installations ne devra pas occasionner une augmentation notable du niveau sonore dans les zones avoisinantes.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relatives au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations classées sont applicables.

##### IV.2 Normes

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en limite de propriété de l'établissement, en se référant au tableau ci-joint qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Les mesures seront faites conformément à la norme NFS 31.010.

Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB (A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
limite de propriété de établissement	Zone à prédomi- nance d'activi- tés commerciales et industrielles	65	60	55

##### IV.3 Règles d'exploitation

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage, pendant la nuit, y compris la manutention, voiturage, etc... sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

Les véhicules et les engins de chantier, les groupes électrogènes et motocompresseurs, les matériels divers utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit. sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Tous moteurs de quelque nature qu'ils soient, tous transformateurs et tous appareils, ventilateurs, machines, transmissions, actionnées par ces moteurs, tout dispositif d'aspiration, de compression ou de détente de gaz seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

Les ateliers susceptibles de produire un bruit gênant le voisinage seront maintenus fermés pendant le travail sauf le temps strictement nécessaire à l'entrée ou à la sortie des pièces.

Les travaux particulièrement bruyants seront effectués si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

Pendant les travaux bruyants, les baies s'ouvrant directement sur l'extérieur seront maintenues fermées.

Les ateliers seront convenablement clôturés sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels (machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc...). Ils seront de préférence, éclairés et ventilés uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour les voisins. Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les machines seront disposées dans l'atelier de telle façon que les plus bruyantes d'entre-elles soient les plus éloignées de la façade latérale la plus proche d'une habitation tiers.

Les parties tournantes des machines bruyantes seront convenablement équilibrées.

Les appareils susceptibles d'engendrer des bruits et des vibrations seront placés sur socle anti-vibratif.

Les canalisations reliées à des appareils susceptibles d'engendrer des bruits ou des vibrations devront être fixées par l'intermédiaire de joints aux raccords flexibles.

Toutes dispositions seront prises pour que la manipulation des outils, des matières premières, ou des récipients puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruit gênant pour le voisinage.

#### IV.4. Contrôles des niveaux sonores

L'inspecteur des Installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

.../...

## V - ELIMINATION DES DECHETS

### V.1. Principes généraux

Les déchets seront éliminés conformément aux dispositions de la loi N° 75-633 du 15 Juillet 1975 et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

### V.2. Contrôle de la production et l'élimination des déchets

Il devra être prouvé que les déchets sont éliminés dans les conditions prescrites ci-dessus.

A cet effet, un registre d'élimination des déchets sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées. Sur ce registre seront portées toutes les opérations intéressant le traitement et l'évacuation des déchets avec les mentions suivantes, en particulier pour les déchets constitués par les solvants usés, les huiles usagées, les déchets de peintures (nettoyage de cabine), les déchets de tôles, les effluents liquides récupérés en provenance de l'atelier de soudure :

- date de l'opération ;
- nature du déchet ;
- caractéristiques physiques ;
- quantités ;
- entreprise chargée de l'élimination ou de la régénération ;
- destination et mode d'élimination.

Un récapitulatif annuel du registre sera établi et adressé à l'Inspecteur des Installations classées.

### V.3. Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier les déchets toxiques ou polluants seront traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

### V.4 Déchets particuliers

Les déchets (chiffons, papiers...) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

.../...

Ces récipients seront étanches ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

Conformément au décret N° 79/981 du 21 Novembre 1979 et à l'arrêté du 29 Novembre 1979 les huiles usagées seront intégralement destinées à la régénération, à l'exclusion de tout autre emploi.

#### V.5. Traitement et élimination des déchets.

Le traitement et l'élimination des déchets pourront être réalisés soit par l'exploitant, soit une entreprise spécialisée.

Dans le cas où l'exploitant procédera lui-même à l'élimination, il devra obtenir au préalable l'accord de l'Inspecteur des Installations classées sur le procédé utilisé.

Dans le cas où il sera fait appel à une entreprise spécialisée, celle-ci devra obtenir préalablement l'agrément de l'Inspecteur des Installations classées.

### VI-PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

#### VI.1 - Principes généraux.

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

#### VI.2 Règles de construction

Les mesures de prévention et de défense suivantes sont recommandées :

- veiller à ce que la construction et les aménagements intérieurs répondent aux dispositions définies ci-après :

( Gros oeuvre	:	stable au feu de degré	)
(	:	1/2 heure	)
(	:		)
( Mur et plancher séparatifs entre	:		)
( les bureaux et les ateliers	:	Coupe-feu de degré 1 heure	)
(	:		)
( Mur séparatif avec l'entrepôt voisin	:	coupe-feu de degré 2 heures	)
(	:		)
( Faux plafonds éventuels	:	Catégorie M 0 ou M 1	)
(	:		)
(	:		)
(	:		)
(	:		)
(	:		)

- Permettre la ventilation des ateliers en partie haute, sur l'extérieur (évacuation des fumées, gaz chauds et produits de distillation en cas d'incendie), par des ouvertures dont la somme des sections sera au moins égale au 1/100ème de la surface des planchers bas considérés. Si ces ouvertures sont fermées par des châssis, ceux-ci devront s'ouvrir manuellement au moyen de commandes facilement accessibles.

### VI.3. Règles d'aménagement.

#### VI.3.1. Chauffage

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

En particulier, on se réfèrera aux mesures fixées par la fiche technique N° 73/6 modifiée par l'arrêté préfectoral du 31 Août 1978 pour les installations de chauffage.

#### VI.3.2. Installation électrique

L'installation électrique sera réalisée en conformité avec la norme NFC 15.100 et le décret N° 62.1454 du 14 Novembre 1962 (protection des travailleurs) ; elle sera faite vérifier par un organisme agréé.

L'installation électrique sera élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion. L'exploitant fera connaître les zones prévues à l'article 2 de l'arrêté susvisé.

Elle devra en outre être conçue et réalisée de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

### VI.4. Dispositifs de lutte contre l'incendie

Les prescriptions suivantes devront être respectées

- assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie, par deux poteaux de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit de 2.000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 m du bâtiment, par les chemins praticables ;

- implanter ces hydrants en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci, et les faire réceptionner par le Service Départemental de Protection contre l'Incendie et de Secours, dès leur mise en eau ;

.../...

- répartir judicieusement et en nombre suffisant des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques.

Le maintien en bon état de fonctionnement de ces appareils devra faire l'objet de contrôles périodiques (contrat d'entretien par exemple).

#### VI.5. Règles d'exploitation

Des consignes affichées en évidence prévoiront :

- les interdictions de fumée et de feux nus, l'enlèvement des folles poussières et des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie ;
- la conduite à tenir en cas d'incendie ;

Des plans d'évacuation (cf. arrêté préfectoral du 25 Mars 1970) seront affichés bien en évidence.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

#### VII - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

##### VII.1. Dépôt de liquides inflammables

Le dépôt de liquides inflammables exploité pour le chauffage des locaux est soumis, bien que l'installation ne soit pas classable, aux dispositions de l'arrêté type N° 253.

##### VII.2 Locaux à usage de bureaux

Les locaux à usage de bureaux seront conformes au règlement sanitaire départemental en particuliers les articles :

- article 54 : volume des pièces ;
- article 55 : Aération ;
- article 56 : éclairage ;
- article 57 : Chauffage ;
- article 59 : Equipement sanitaire.

- ARTICLE 3 - L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

- ARTICLE 4 - Le pétitionnaire devra en outre, se conformer à toutes les prescriptions que l'Administration jugera utile de lui imposer ultérieurement, soit dans l'intérêt de la sécurité, de la commodité ou de la salubrité du voisinage, soit pour la santé publique, soit pour l'agriculture.

.../...

ARTICLE 5 - Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation qui devra être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'Administration préfectorale.

- ARTICLE 6 - La présente autorisation n'est délivrée qu'au titre de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Elle ne dispense pas le pétitionnaire de l'obtention, le cas échéant, du permis de construire.

- ARTICLE 7 - Cette autorisation sera considérée comme nulle et non avenue si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai de trois ans à partir de la notification du présent arrêté. Semblable déchéance sera encourue s'il y a cessation d'exploitation pendant deux ans. En outre, en cas d'inobservation des conditions et réserves essentielles imposées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les pénalités prévues par le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977.

- ARTICLE 8 - Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une Société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

- ARTICLE 9 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la Mairie.

Le Maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture qui en dressera procès-verbal conformément aux dispositions de l'article 21 du décret 77.1133 du 21 Septembre 1977.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du Département.

- ARTICLE 10 - Mme le Secrétaire Général du Val d'Oise, Mr. le Député-Maire de SAINT-OUEN-l'AUMONE, M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée, pour être remise au pétitionnaire, au Maire, qui en accusera réception à la Préfecture.

Fait à Cergy-Pontoise, le 10 NOV. 1992

Pour ampliation

Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
du département du Val d'Oise,  
L'Adjoint au Chef de Bureau,



Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
du Département du Val d'Oise,  
Le Secrétaire Général,

*Signature* : Anne CUILLE

*Signature*

Odile GATTY